

Versez à la  
collecte

*l'étincelle*

Un entretien de licenciement qui vire au drame  
Le mode de management  
Renault en accusation

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 6 décembre 2016

# ***Le grand cirque électoral a commencé***

Satisfaisant ! Voilà comment Hollande a osé qualifier son mandat, avant de renoncer à se présenter à la prochaine présidentielle. De fait, la renonciation de Hollande ressemblait plutôt à un dépôt de bilan.

## ***Hollande dépose le bilan***

Et pour cause, ces cinq années n'ont vu que des attaques contre le monde du travail, toujours au service des plus riches. Allongement à 43 années du temps de travail nécessaire pour toucher une retraite à taux plein, facilitation des licenciements avec augmentation du chômage à la clef, stagnation des salaires, suppressions de droits syndicaux...

La liste n'a fait que s'allonger, pour culminer cette année avec cette loi Travail que nous avons combattue dans la rue au printemps dernier. Autant de lois pro-patronales qui confortent les profits des uns pour mieux écraser les autres. Sans parler, en se couchant devant la propagande du Front national, de cette honteuse chasse aux migrants, qui cherche à diviser les exploités en leur désignant comme boucs émissaires les plus démunis.

## ***La chasse aux places***

Plus royalistes que le roi, les candidats se bousculent, à droite et à gauche, pour prendre la suite du monarque déchu. Valls, par exemple, celui qui envoyait ses flics contre les manifestants au printemps dernier et a gouverné à coup de 49.3, joue des coudes. Avec Fillon, la droite fait de la surenchère en disant vouloir supprimer 500 000 postes de fonctionnaires. Ah, pas dans la police ni l'armée. Donc où ça ? Dans l'éducation ? Les hôpitaux ? Là où le sous-effectif et les suppressions de postes ont déjà des conséquences catastrophiques ? Le CDI ferait aussi l'objet d'une attaque en introduisant de nouvelles clauses extensives de licenciements.

## ***Ne rien attendre des élections***

Face à ce marasme politique où tous les candidats se bousculent pour mieux plaire au Medef, il n'y a rien à attendre du résultat de la prochaine

présidentielle. C'est en nous mobilisant sur notre terrain, celui de la lutte de classes, que nous pouvons faire face au rouleau compresseur des attaques patronales et gouvernementales.

## ***Autre voix pour autre voie***

Il faut que d'autres voix se fassent entendre au cours de cette campagne électorale, comme celle de Philippe Poutou : la voix d'un ouvrier, de cette classe ouvrière dont les politiciens bourgeois, de Montebourg à Le Pen, aiment à parler en son nom. Le candidat du Nouveau Parti Anticapitaliste défend un programme de sauvegarde du monde du travail :

- Interdiction des licenciements et des suppressions de postes ;
- Partage du travail entre tous sans diminution de salaire ;
- Hausse des salaires, d'au moins 300 euros mensuels pour tous, et salaire minimum d'au moins 1 700 euros mensuels ;
- Embauche définitive des précaires (intérimaires, CDD, prestataires...)
- Création des dizaines de milliers de postes et embauches nécessaires dans les services publics.

## ***Ni promesses, ni candidat providentiel***

Ces revendications sont autant d'objectifs accessibles dans un contexte de généralisation des luttes. Car faire se rejoindre les mobilisations, ne pas les laisser éparées, faire converger nos luttes, voilà l'autre volet du programme défendu Philippe Poutou.

Ce programme, celui des travailleurs et des travailleuses de tous les horizons, ne cherche pas à s'incarner dans une personne providentielle. Il s'inspire de nos luttes récentes et à venir et sera fait de ces multitudes de combats se joignant ensemble pour remettre ce monde sur ses pieds. Parce que nos vies valent plus que leurs profits !

## **L'anti-marché de Noël**

Mardi 29 novembre, un rassemblement a eu lieu dans le hall de la Ruche à midi contre le nouvel accord de compétitivité. En ces temps de marché de Noël, des initiatives affirmant que les salariés ne sont pas une marchandise, ça change !

### **Les AGS dans le collimateur**

Il y a de bonnes raisons de se mobiliser, car pour les AGS, ça sent le sapin. Le 29 novembre à la 7<sup>ème</sup> réunion sur l'accord de compétitivité, la direction a annoncé que les seules mesures collectives salariales seront les primes d'intéressement. Les syndicats qui signeront cet accord approuveront donc la suppression des AGS (Augmentation Générale de Salaire) durant encore 3 ans. Pour obtenir des AGS et plus de justice sociale, il faudra se passer d'eux.

### **On ne marche pas**

La direction prétend « *remplacer la modération salariale par une politique salariale équilibrée* » et « *des niveaux d'augmentation [individuelle] cohérents avec le marché en France et avec la situation économique de l'entreprise* ». Où est la différence ? Selon les lettres de transparence, les salaires Renault sont toujours trop élevés par rapport au panel Hay, présenté comme la référence du marché. Cette comparaison sert à justifier le blocage des salaires, sauf ceux de Ghosn et des cadres dirigeants qui s'envolent. Le marché a bon dos.

### **Mort d'avoir voulu réduire les coûts**

Brahim, un cadre du Technocentre de 44 ans, est mort à l'hôpital le 24 novembre, après avoir fait un malaise lors d'un entretien préalable à licenciement. Chef du département Ingénierie à l'usine Renault de Tanger jusqu'en août 2016, la direction l'aurait rendu responsable de la suppression d'une serrure du Lodgy, qui a ensuite provoqué un rappel du véhicule jugé non conforme (OTS). De fausses accusations selon Brahim. De toute façon, une mesure prise afin de réduire les coûts, et donc de répondre aux objectifs d'une hiérarchie qui demande toujours plus de rentabilité. Mais celle-ci n'a pas hésité à se retourner contre lui. Un exemple des dégâts du mode de management cher à Gascon, le directeur de l'Ingénierie : en cas d'erreur, c'est dehors ! Avis à ceux qui ont encore envie de faire du zèle...

### **Contre-révolution numérique**

« *Le digital* » serait, d'après la direction, un « *levier pour améliorer le cadre de travail* ». Et de promettre d'équiper les usines en Wifi, afin d'y garantir un « *droit à la connexion* » et de permettre de « *recevoir l'info du groupe et de l'usine* » sur son smartphone. Comme si on ne recevait pas assez de sa propagande.

## **Si elle le dit**

Lors de la dernière séance de négociation, la direction a annoncé son intention de rendre les « *processus RH efficaces* ». C'est qu'ils ne le sont pas. Pour une fois qu'on est d'accord avec elle !

### **Pas de contrainte, sauf pour les jalons**

Le projet d'accord de compétitivité comporte un « *droit à la déconnexion* ». En fait, la loi Travail oblige l'employeur à négocier sur ce sujet. Mais le résultat n'est pas garanti. Selon ce projet, la « *reconnaissance du droit de chacun à la déconnexion* » doit être « *source de performance pour l'entreprise* », et non une « *contrainte* » qui « *rigidifierait le système par l'édiction de règles trop strictes* ». Ce serait alors au salarié de « *savoir se déconnecter* » et « *ne pas céder à l'instantanéité de la messagerie* ». Bref : l'employeur doit pouvoir imposer une grosse charge de travail tout en faisant la morale aux salariés.

### **Féminisme mondain**

Renault-Nissan est, cette année encore, partenaire du Women's Forum de Deauville, raout de grands dirigeants, dont la guest star était Macron « *l'ami des patrons* ». L'occasion d'un nouveau numéro d'auto-satisfaction de Renault qui vante son « *engagement envers l'égalité professionnelle homme-femme* », avec 25 % de femmes au Comité Exécutif et plus de femmes promues « *à des postes de responsabilité clés en 2016* ». Les salariées de base peuvent donc rester moins payées que leurs collègues masculins.

### **Trop de prix pour être honnête**

Et une nouvelle médaille pour Ghosn, celle du « *Grand Prix de l'Economie 2016* » que vient de lui décerner le journal patronal Les Echos. Dans le jury, tous ses amis étaient là : Denis Kessler, PDG de Scor et éminence grise du Medef, Mouna Sepehri, son bras droit chez Renault, un ex-gouverneur de la Banque de France, un dirigeant de la banque Morgan et leur suite de journalistes serviles. Il ne lui manque plus que la médaille du mérite agricole pour son vignoble libanais. Le pouvoir a toujours ses courtisans.

### **Fillon les bons filons**

Fillon veut « *repandre les privatisations* » s'il était élu en 2017, et revendre des parts de l'Etat dans Renault. Fillon, c'est la continuité d'une politique publique depuis 30 ans : Renault a été transformée en Société Anonyme en 1990 par la gauche, puis privatisée en 1996 par la droite. L'opposition récente au salaire de Ghosn masque un accord de fond. L'Etat ne s'est jamais opposé aux décisions stratégiques de Schweizer, puis de Ghosn. Qu'il garde ou pas des parts dans Renault, Fillon président sera à genoux devant Ghosn. Le contrôle des salariés sur l'entreprise, voilà la seule vraie rupture !